

# déi Lénk

Marc Baum

Député



Luxembourg, le 07 août 2019

**Concerne : Question parlementaire sur la vente publique par soumission de revolvers Smith & Wesson de la Police Grand-ducale.**

Monsieur le Président,

*Conformément à l'article 83 du règlement de la Chambre des Députés, je vous prie de bien vouloir transmettre la question parlementaire suivante à Messieurs les Ministres de la Justice et de la Sécurité intérieure,*

Le 17 juillet 2019 a eu lieu une vente publique par soumission d'armes du fabricant Smith & Wesson ayant appartenu à la Police Grand-ducale.

Il s'agissait de 708 revolvers répartis en 7 lots dont la plupart correspond au modèle 686.

En 2014, le SNPGL, Le syndicat de la Police, avait lancé un débat autour de l'insécurité des armes de service des policiers, en l'occurrence des revolvers Smith & Wesson. Le porte-parole du syndicat avait à l'époque réclamé le remplacement de ces armes de service suite à de nombreux accidents signalés par des agents de police.

En ce qui concerne les conditions d'obtention et de vente des revolvers, il est précisé dans l'annonce de la vente publique affichée sur le site web de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA, que les enchérisseurs doivent disposer d'une licence d'armurier et/ou de marchand d'armes, ou bien faire preuve en cas d'exportation vers un autre pays membre de l'Union européenne, d'une autorisation de l'Etat membre destinataire et d'un permis de transfert dispensé par le Ministère de la Justice luxembourgeois. En outre les acheteurs doivent se munir d'une carte d'identité et en tant que mandataire d'une société/entreprise fournir un extrait du registre du commerce et des sociétés de l'entreprise datant au moins de 6 mois et d'une copie du pouvoir d'engagement de l'entreprise. Cela vaut pour les sociétés établies en UE. Ces conditions de vente et de transfert se basent sur deux textes légaux : d'une part la directive européenne 91/477/CEE sur le contrôle de l'acquisition et de possession d'armes à feu civils et d'autre part la loi modifiée du 15 mars 1983 sur les armes et munitions.

En revanche, concernant les enchérisseurs issus de pays en dehors de l'Union européenne qui sont également admis à la vente publique, la base légale semble moins contraignante. En effet, hormis une preuve d'identité et une demande de transfert auprès du ministère de la Justice, les enchérisseurs issus de pays non-européens, doivent fournir un EUC – End User Certificate - qui est attribué par l'administration de leur pays d'origine. Ce certificat n'étant pas transcrit dans la législation nationale, il semble difficile d'en établir la fiabilité. Ce certificat doit indiquer l'utilisateur final du bien acquis, sachant que l'enchérisseur n'est pas nécessairement l'utilisateur final. En outre il doit signaler l'usage spécifique qui en sera fait et le pays où le bien acquis sera pris en usage. Les conditions de vente de l'AED stipulent que le receveur peut écarter un enchérisseur de la vente sous réserve de suspicions quant à son honorabilité visant ses intentions d'usage et les garanties de son identité et de ses capacités de paiement ainsi que l'origine des fonds employés.

A vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres de la Justice et de la Sécurité Intérieure :

1. Messieurs les Ministres, peuvent-ils me renseigner sur les raisons de cette vente publique par soumission des revolvers de la Police Grand-Ducale ?
2. Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer qu'il s'agit pour les revolvers en question en partie d'anciennes armes de service du type Smith & Wesson 668, déclarées obsolètes et dangereuses par le syndicat de la Police et ayant causé des accidents dans le passé, provoquant la blessure d'agents de police? Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis que la vente de ces armes en partie défectueuses constitue un danger pour tout nouvel acquéreur et utilisateur de ces armes ?
3. Messieurs les Ministres peuvent-ils me fournir des informations supplémentaires sur le cadre légal et réglementaire concernant des enchérisseurs potentiels issus de pays hors UE admis à une vente publique d'armes ?
4. Messieurs les Ministres peuvent-ils m'expliquer par quels moyens le receveur de la vente publique peut-il garantir l'usage bien intentionné des armes acquises par les enchérisseurs , notamment ceux issus de pays non-européens ? Quels sont les démarches engagées pour prouver l'identité de l'enchérisseur et de l'utilisateur final ainsi que l'usage final des armes vendus par soumission d'un End User Certificate ? Messieurs les Ministres pensent-ils que l'EUC constitue une garantie suffisante pour assurer la sécurité des civils dans un contexte international?
5. Comment Messieurs les Ministres justifient-ils la vente par l'Etat d'armes ayant appartenu aux forces policières grand-ducales à des armuriers et/ou marchands d'armes qui les transmettent via la vente à des civils ? Par ailleurs, Messieurs les Ministres peuvent-ils m'indiquer si le stock d'armes policières en question a entièrement été vendu et laquelle a été la somme d'argent récupérée par l'Etat à l'issue de la vente publique ?
6. Enfin, Messieurs les Ministres peuvent-ils me dire combien de ventes publiques de ce type, c'est-à-dire concernant des armes à feu, ont été effectuées par le passé ?

Marc Baum

Député

